

Birmanie : succès de la grève générale contre la junte militaire

lundi 22 février 2021, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 22 février 2021).

Le mouvement de résistance contre l'ordre militaire s'est encore renforcé, comme l'illustre le succès de la journée du 22 février.

Le Mouvement de Désobéissance civile avait lancé un appel à la grève générale pour ce lundi 22 février 2021, trois semaines après le coup d'Etat du 1^{er} février. Selon le quotidien birman *The Irrawadi* et la presse internationale, le succès était au rendez-vous – Grève territoriale à l'échelle du pays : bureaux, entreprises, marchés, commerces, restaurants fermés. Quartiers barricadés, routes coupées.

La junte militaire avait pourtant tenté de prévenir ce succès en accentuant la répression. Plus de 400 arrestations ; parfois tirs à balles réelles. A Naypyidaw, capitale administrative, Mya Thwet Thwet Khine, une jeune épicière qui n'avait pas 20 ans, a été tuée. Son enterrement a été suivi par une longue procession motorisée, alors qu'une manifestation en sa mémoire se tenait à Rangoon (Yangon). Cet assassinat a radicalisé la protestation.

Une autre grande manifestation avait eu lieu dans le port de Mandalay, où les forces de sécurité ont abattu deux personnes, alors qu'elles tentaient d'imposer la reprise du travail à des grévistes refusant de charger un navire.

Le lundi 22 février, l'armée a pris des mesures préventives déployant des chars, érigeant des barricades et positionnant des convois militaires afin de fermer l'accès aux centres urbains. Cela n'a pas dissuadé les manifestant.es qui ont démantelé les barricades ou se sont rassemblés devant, face aux soldats.

La résistance a regroupé dès le début un vaste éventail de composantes, avec en pointe le personnel soignant et la jeunesse scolarisée (la Génération Z), le puissant secteur public et des salarié.es du privé, des entrepreneur.es et commerçant.es... L'opposition s'est étendue au fil des semaines. Un syndicat animé par des femmes dans une zone industrielle de Rangoon contribue à amplifier les manifestations dans le centre-ville. Les groupes LGBT sont très actifs. Une mobilisation paysanne prend forme. Des policiers se rangent du côté des manifestant.es. Des moines bouddhistes affichent leur soutien (mais pas l'establishment religieux). Les manifestant.es ont fait le choix de la non-violence, combinant actions « fluides » et rassemblements statiques massifs. De fait, il n'y a, semble-t-il, pas eu de répression brutale ce jour.

La résistance s'est rapidement dotée d'un cadre de coordination : le Mouvement de Désobéissance civile. Il vise à assurer la poursuite de la lutte dans la durée et la solidarité. Faire grève en Birmanie n'est pas sans conséquence. Même les fonctionnaires (salarié.es du secteur public) se retrouvent sans revenus ; pas de syndicats et de caisses de grève à même de les soutenir ; si le combat échoue, c'est leur emploi qui est en jeu. De nombreuses initiatives localisées ont été prises, notamment par des personnalités, pour aider leurs familles en offrant hébergement, nourriture... L'existence du

MDC a facilité cette entre-aide, même s'il ne s'agit que d'une réponse partielle et temporaire.

La création du MDC est l'une des différences marquantes d'avec le précédent grand mouvement contre l'ordre militaire, initié le 8 août 1988 par les étudiants, avocats, médecins et, déjà, des fonctionnaires. Il s'opposait alors au régime « socialiste » et dictatorial de Ne Win. Le mot « socialiste » n'avait certes pas le contenu qu'on lui accorde généralement. La junte précisait d'ailleurs « socialiste et anticommuniste ».

Nul n'ignore en Birmanie le massacre de 1988 (quelque 3000 mort.es). L'histoire n'est cependant pas condamnée à se répéter. L'ampleur du mouvement actuel (Cinq Deux, pour le 22.02.2021) serait notablement plus grande qu'alors (Quatre Huit, pour le 08.08.1988). Le pays n'est plus isolé. L'armée commande deux puissants conglomérats économiques dont les profits dépendent des échanges régionaux (Singapour est le premier investisseur). La formation des officiers supérieurs, à commencer par celle du général Min Aung Hlaing, est bien différente de l'état-major de Ne Win.

Le coup d'Etat du 1^{er} février montre que les militaires ne veulent rien céder de leur pouvoir, mais, face à la puissance de la mobilisation, ils peuvent tenter de jouer la montre plutôt que d'opter pour le bain de sang. Il n'y a cependant pas de retour en arrière envisageable. La détermination du mouvement reflète le sentiment qu'il n'y a pas d'autre issue tolérable que la victoire - et que la victoire est cette fois possible.

Pierre Rousset

P.-S.

- Article écrit pour l'hebdomadaire *l'Anticapitaliste*.